

# Le boycott d'Israël est la bonne méthode Ilan Pappé



**Ilan Pappé (Photo: Paula Geraghty)**

Vendredi 18 mai 2012

J'ai été militant politique pendant presque toute ma vie d'adulte. Durant toutes ces années, j'ai cru profondément que la réalité insupportable et inacceptable d'Israël et de la Palestine ne pourrait être changée que de l'intérieur. C'est pourquoi je me suis sans cesse consacré à persuader la société juive – à laquelle j'appartiens et dans laquelle je suis né – que sa politique fondamentale était erronée et désastreuse.

Comme pour tant d'autres, les options pour moi étaient claires : Je pouvais m'engager dans la politique par le haut ou m'y opposer par le bas. J'ai d'abord adhéré au parti travailliste dans les années 80, puis au Front démocratique pour la Paix et l'Égalité (Hadash). Ce fut le moment où j'ai refusé de devenir membre de la Knesset.

En même temps, je me suis concentré sur la collaboration avec d'autres au sein des ONG d'éducation et de paix, et même sur la présidence de deux de ces institutions : l'Institut sioniste de gauche des études de la paix à Givat Haviva et l'Institut non-sioniste Emil Touma d'Études Palestiniennes. Dans ces deux groupes, les collègues âgés comme les plus

jeunes ont cherché à ouvrir un dialogue constructif avec nos compatriotes, dans l'espoir d'influencer la politique du moment en vue d'une réconciliation à venir. C'était principalement une campagne d'information sur les crimes et les atrocités commis par Israël depuis 1948 et un appel à un avenir qui reposerait sur les droits humains et civiques.

Pour un militant, se rendre compte que le changement de l'intérieur est inaccessible, non seulement résulte d'un processus intellectuel ou politique, mais surtout c'est admettre la défaite. C'était précisément cette peur de la défaite qui m'a très longtemps empêché d'adopter une position plus résolue.

Après presque trente ans de militantisme et de recherche historique, je me suis convaincu que l'équilibre des forces en Palestine et en Israël, faisait obstacle à toute possibilité de transformation au sein de la société israélienne juive dans un avenir prévisible. Bien que plutôt sur le tard, j'en suis venu à me rendre compte que le problème n'était ni une politique particulière ni un gouvernement particulier, mais un enracinement très profond dans l'infrastructure idéologique qui influence les décisions israéliennes sur la Palestine et les Palestiniens depuis 1948. J'ai déjà décrit cette idéologie comme un hybride entre le colonialisme et le romantisme romantique. [1]

Aujourd'hui, Israël est un redoutable état colon-colonialiste qui refuse de changer et de compromettre et qui ne demande qu'à écraser par tous les moyens nécessaires, la résistance – quelle qu'elle soit – à son contrôle et à son autorité en Palestine historique. À commencer par le nettoyage ethnique de 80 pour cent de la Palestine en 1948, et l'occupation par Israël des derniers 20 pour cent du pays en 1967, les Palestiniens d'Israël sont enfermés dans des méga-prisons, des bantoustans et des cantons assiégés, et mis à part au moyen de politiques discriminatoires.

Pendant ce temps, des millions de réfugiés palestiniens partout dans le monde n'ont aucune possibilité de retourner chez eux, et les années n'ont fait qu'affaiblir, si ce n'est annihiler, toute contestation contre cette infrastructure idéologique. À ce moment précis où j'écris ces lignes, l'état-colon israélien continue sans cesse sa colonisation et le déracinement de la population autochtone de la Palestine.

**L'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, l'oppression des Palestiniens à l'intérieur d'Israël, et la négation du droit au retour des réfugiés continueront tant que ces politiques (occupation, oppression et déni) seront présentées comme un accord de paix global destiné à être approuvé par des interlocuteurs palestiniens et arabes obéissants.**

Message que les pays étrangers envoient à Israël : la paix n'exige pas une transformation issue de l'intérieur. En conséquence, on peut conclure sans risque de se tromper que le processus de paix a dissuadé le colonisateur et l'occupant de transformer sa mentalité et son idéologie. Tant que la communauté internationale attendra que les opprimés transforment leurs positions, alors qu'elle approuve celles tenus par l'opresseur depuis 1967, cette occupation restera la plus brutale que le monde ait jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les annales du colonialisme et de la décolonisation nous apprennent que la fin de la présence et de l'occupation militaires était une condition sine qua non pour qu'au moins commencent les sérieuses négociations entre colonisateurs et colonisés.

La fin inconditionnelle de la présence militaire dans la vie de plus de trois millions de Palestiniens devrait être la condition préalable pour n'importe quelle sorte de négociation, ce qui ne peut se développer qu'à partir du

moment où les relations entre les deux partis ne sont pas oppressives, mais au contraire, sur pied d'égalité.

**Dans la plupart des cas, l'occupant ne s'est pas décidé à partir. On l'a forcé à s'en aller, généralement à la suite d'un long combat sanglant. On a tenté cela sans grand succès dans le conflit israélo-palestinien. Dans quelques cas, le succès s'est réalisé au moyen d'une pression extérieure sur la puissance ou l'état hors-la-loi à l'ultime stade de décolonisation. Cette dernière stratégie est plus séduisante. En tout cas, le paradigme israélien de « paix » ne changera pas, à moins qu'une pression s'exerce de l'extérieur ou qu'il y ait une contrainte sur le terrain.**

Avant même de commencer à définir plus précisément ce que suppose la pression extérieure, il ne faut pas confondre les moyens (la pression) avec le but (trouver une formule pour vivre ensemble). En d'autres termes, il est important de souligner que la pression a pour objectif de déclencher de sérieuses négociations, de ne pas prendre leur place. Par conséquent, tandis que je pense toujours que le changement de l'intérieur est essentiel pour une solution durable au problème des réfugiés, à la situation difficile de la minorité palestinienne en Israël et à l'avenir de Jérusalem-Est, on doit prendre d'abord d'autres mesures pour y arriver.



Quelle sorte de pression est-il nécessaire d'exercer ? L'Afrique du Sud a fourni l'exemple historique le plus éclairant et édifiant à ceux qui dirigent ce débat, tandis que, sur le terrain, les militants et les ONG sous occupation ont cherché des moyens non-violents pour à la fois résister à l'occupation et développer les formes de résistance qui se distancient des attentats suicides et de la kyrielle de roquettes Qassam tirées depuis Gaza. Ces deux impulsions ont provoqué la campagne BDS contre Israël. Ce n'est pas une

campagne coordonnée menée par quelque cabale secrète. Elle a commencé sous la forme d'un appel venu de la société civile sous occupation, sanctionné par d'autres groupes palestiniens et transformé en actions individuelles et collectives partout dans le monde.

Les formes et les objectifs de ces actions varient, du boycott des produits israéliens à la rupture des liens avec les institutions académiques d'Israël.

Certaines sont des manifestations individuelles de protestation ; d'autres sont des campagnes organisées. Ce qu'elles ont en commun, c'est leur message d'indignation devant les atrocités sur le terrain en Palestine – mais l'élasticité de la campagne l'a transformée en un vaste processus capable de produire un état d'esprit et un climat nouveaux parmi le public, sans point central clairement déterminé.

Pour les quelques Israéliens qui ont soutenu la campagne dès le début, ça a été un moment définitif qui exposait nos positions sur les origines, la nature et la politique de notre état. Mais avec du recul, cela semble avoir apporté un soutien moral qui a contribué au succès de la campagne.

Soutenir le mouvement BDS reste un acte radical pour un militant de la paix israélien. Celui-ci s'exclut immédiatement du consensus et des idées répandues en Israël. Les Palestiniens paient plus chèrement leur combat, et ceux parmi nous qui choisissent ce chemin ne doivent s'attendre ni à une récompense ni même à des éloges.

Au contraire, cette action exige qu'on se confronte directement avec l'état, sa propre société et très souvent les amis et la famille. En réalité, c'est franchir la dernière ligne rouge – dire adieu à la tribu. **Mais il n'y a vraiment aucune autre alternative. Toute autre option – de l'indifférence, à travers la critique modérée et jusqu'à**

l'adhésion totale à la politique israélienne – est une décision volontaire d'être le complice des crimes contre l'humanité. L'esprit fermé du public en Israël, l'emprise continuelle des colons sur la société israélienne, le racisme inné dans la population juive, la déshumanisation des Palestiniens, l'armée et l'industrie directement intéressées au maintien des territoires occupés – tout ceci veut dire qu'on doit s'attendre à une très longue période d'occupation brutale et oppressive. Ainsi, la responsabilité des Juifs israéliens est bien plus grande que celle de quelqu'un d'autre qui participe à la promotion de la paix en Israël et en Palestine. Les Juifs israéliens en viennent à se rendre compte de ce fait, et c'est pourquoi le nombre de ceux qui sont d'accord pour faire pression sur Israël de l'extérieur, grandit de jour en jour. C'est encore un très petit groupe, mais il forme vraiment la base du futur camp de la paix israélien.

On peut tirer beaucoup de leçons du processus d'Oslo. Là-bas, les Israéliens ont utilisé le langage de la paix comme moyen de maintenir l'occupation (avec l'aide des dirigeants palestiniens qui sont devenus la proie des tactiques de déception israéliennes), ce qui veut dire que les « colombes » aussi bien que les « faucons » ont mis leur veto à la fin de l'occupation, lesquels n'avaient aucun intérêt à y mettre fin. C'est pourquoi le monde dans son ensemble doit exercer une pression concentrée et efficace sur Israël. Une telle pression s'est montrée fructueuse dans le passé, particulièrement dans le cas de l'Afrique du Sud ; et la pression est également nécessaire pour empêcher les pires hypothèses de devenir des réalités.

Après le massacre de Gaza en janvier 2009, il était difficile de voir comment les choses pouvaient empirer, pourtant elles le peuvent : sans aucune fin à l'expansion des colonies, avec les assauts ininterrompus contre Gaza, le répertoire israélien du mal n'est pas encore épuisé. Le problème est que les

gouvernements européens, et les États-Unis en particulier, ne sont pas près de sanctionner la campagne BDS. Mais on se souvient des tribulations de la campagne de boycott contre l'Afrique du Sud, qui avait son origine dans les sociétés civiles, non dans les allées du pouvoir.

À bien des égards, la nouvelle la plus encourageante arrive d'un endroit plutôt inattendu : les campus des États-Unis. L'enthousiasme et l'engagement de centaines d'étudiants de ce pays ont aidé, dans les dix dernières années, à introduire l'idée de désinvestissement dans la société américaine – société que les militants de la campagne internationale pour la Palestine considéraient comme une cause perdue. Ils font face à des ennemis redoutables : l' « AIPAC » cynique et efficace et aussi les fanatiques chrétiens sionistes. Mais ils offrent une nouvelle façon de s'engager auprès d'Israël, non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour les Juifs partout dans le monde.

En Europe, une admirable coalition de Musulmans, de Juifs et de Chrétiens fait avancer ce programme, face aux accusations d'antisémitisme. La présence de quelques Israéliens parmi eux aide à repousser ces allégations méchantes et totalement fausses. Je ne considère pas le soutien moral et actif d'Israéliens comme moi, comme l'élément le plus important de cette campagne. Mais les relations avec les dissidents progressistes et radicaux israéliens sont essentielles pour la campagne. Ils constituent en Israël un pont avec un public plus large qui devra, en fin de compte, être incorporé. Traité en paria, Israël abandonnera, avec un peu de chance, sa politique de crimes de guerre et d'abus des droits de l'homme. Nous espérons donner les pleins pouvoirs à ceux qui se trouvent à l'extérieur, engagés dans la campagne, et nous avons nous-mêmes les pleins pouvoirs de par leurs actions.

Il semble que nous devons tous avoir des objectifs clairs et rester vigilants contre les généralisations simplistes sur le boycott qui est « contre Israël du fait que celui-ci est juif,

ou contre les Juifs du fait qu'ils sont en Israël ». C'est tout simplement faux. Il faut compter avec les millions de Juifs d'Israël. C'est un organisme vivant qui fera toujours partie d'une future solution. Cependant, notre devoir sacré est en premier de mettre fin à l'occupation oppressive et d'empêcher une autre Nakba ; et le meilleur moyen d'y arriver est une campagne soutenue de boycott et un désinvestissement. »

Ilan Pappé : the boycott will work, an Israeli perspective  
<http://www.odsg.org/co/index.php?op...>

**Repris du site** [palestine-solidarite.org](http://palestine-solidarite.org)

**(Traduit par Chantal C. pour CAPJPO-EuroPalestine)**

**Ilan Pappé**, historien israélien émigré en Grande-Bretagne et exerçant à l'Université d'Exeter.